

COMMUNIQUE DE L'INTERSYNDICALE JEUNESSE ET SPORTS

UNSA/FSU/CGT/SOLIDAIRES du 18/04/2019

MARACINEANU DEVRAIT DEMISSIONNER...

Depuis 20 mois, le sport français est dans la tourmente et il n'y aura pas de sortie de crise, Emmanuel MACRON a décidé d'anéantir le service public du sport.

Les plans de réforme successifs de l'Etat ont fortement mis à mal le ministère des sports en réduisant ses effectifs de 8000 en 2008 à 4500 en 2018 et ce sont 1600 postes de Conseillers Techniques et Sportifs (CTS) qui doivent disparaître d'ici à 2025.

Comment la ministre peut-elle penser faire vivre son ministère avec un corps de personnels techniques et pédagogiques qu'elle a annoncé en voie d'extinction. N'est-ce pas à la ministre de défendre une politique publique du sport au service des populations et des territoires avec des effectifs de cadres sportifs optimisés pour permettre son déploiement au plus proche des citoyens ?

Pourtant ce ne sont pas les projets qui manquent au regard des propositions d'innovations faites par les personnels et les partenaires sociaux répondant à la parole de la ministre qui indiquait que son ministère sera là où est le sport, c'est à dire partout dans la société.

En annexe : la déclaration de boycott du CTM JS du 16/04/19

Contacts :

SNAPS-UNSA

Tony MARTIN : 06 78 31 07 51

SNEP FSU

Gwénaëlle NATTER: 06 81 18 28 88

SNPJS CGT

Marie-Thérèse FRABONI : 06 11 51 66 62

EPA FSU

Marie-Christine BASTIEN: 06 88 17 73 62

SOLIDAIRES JS

Raphaël MILLION : 06 86 63 17 91



COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL JEUNESSE & SPORTS du 16 avril 2019

DECLARATION DE BOYCOTT

UNSA-Education, CFTD, FSU, CGT et Solidaires

Depuis 20 mois, le sport français est dans la tourmente et il n'y aura pas de sortie de crise. Emmanuel MACRON a décidé d'anéantir le service public du sport.

Le ministère des Sports était déjà appelé à se voir privé de la grande majorité de ses crédits d'intervention et de ses prérogatives au profit d'une Agence Nationale du Sport. Désormais, il devra assister impuissant à l'extinction rapide de plus de la moitié de ses personnels techniques et pédagogiques : les CTS. Au cours d'un rendez-vous intersyndical, Mme Roxana MARACINEAU, ministre des Sports, a annoncé hier que leur externalisation par détachement dans les fédérations sportives était actée. Pire, il n'y aura définitivement plus de concours de recrutement de CTS. Les autres agents du ministère n'auront plus la possibilité de postuler sur ces missions, hormis par la voie du détachement. Externalisation totale et démantèlement du service public du sport !

En perdant leur lien hiérarchique avec le ministère, les agents concernés n'exerceront plus dans les conditions qui font leur particularité : des conseillers autonomes et experts, placés auprès des fédérations sportives, pour y mettre en œuvre les politiques publiques comme les politiques fédérales. Ils constituent des garants d'équité et d'impartialité.

Sans le dispositif des CTS, l'encadrement du sport de haut-niveau se sclérosera rapidement. A terme, le cloisonnement de l'encadrement dans des logiques disciplinaires empêchera son renouvellement, la diffusion de l'expérience, les reconversions en fin de mission. Cette situation sera vite catastrophique pour les fédérations les moins professionnalisées qui ne disposent pas d'un vivier d'emplois suffisant.

En choisissant de restreindre au maximum les promotions et de ne plus recruter, l'administration envoie à tous les personnels techniques et pédagogiques du ministère des signaux désastreux : les possibilités d'évolution de carrière disparaissent et vous ne serez plus remplacés. Restez sagement là où vous êtes et ayez la décence de vous éteindre lentement, sans faire de bruit...

Depuis plusieurs mois, la Ministre ne défend pas ses agents, leurs missions, ni son propre ministère. Notre entrevue d'hier a permis de constater qu'elle méconnaissait totalement les conditions réelles de leur profession, considérant que le même travail pourrait être réalisé en tant que cadre fédéral. Elle considère même que ses propres agents ne sont plus vraiment sous son autorité. Pourtant les statuts sont clairs et cela ne dépend que d'elle de leur donner des directives.

A l'opposé, la future agence contribue à dépecer le ministère. Les effectifs et les missions résiduelles ne suffiront bientôt plus à lui assurer une existence. Et avec la disparition de ses capacités d'intervention dans le champ sportif, l'Etat devra se résoudre à ne plus pouvoir œuvrer au développement de la pratique dans les territoires ruraux, au développement du sport-santé, au maintien d'une offre sportive diversifiée, à la réduction des inégalités d'accès au sport.

Pourtant, les présidents de fédération ont fortement manifesté leur rejet de ce projet la semaine passée. 59 d'entre eux ont écrit à la Ministre en ce sens. Or, sans l'accord des organismes d'accueil, il ne sera pas possible de détacher les CTS. Nos collègues, eux aussi, nous font part massivement de leur désaccord : 80% à 90% d'entre eux nous disent qu'ils n'accepteront pas un départ en détachement, quitte à devoir changer

de mission au sein de la fonction publique. Le sport français perdrait alors en quelques années toute son expertise.

Pire : on croit rêver lorsqu'on apprend que le détachement d'un CTS coûterait jusqu'à 40% de plus que son poste actuel. Surcoût encore sous-estimé car l'impact de la bascule vers la convention collective nationale du sport n'a pas été totalement calculé. Mais, habituellement, les réductions d'effectifs sont censées permettre des économies. Là, c'est l'inverse, on va payer plus cher pour détruire de l'emploi public !!!

Le climat est donc délétère à 5 ans d'accueillir les JOP à Paris. De nombreux collègues envisagent leur reconversion ou leur expatriation pour entraîner une équipe étrangère. Il serait plus que dommage de voir nos compétences s'évaporer ou passer chez nos adversaires.

C'est pourquoi, les organisations syndicales représentatives du secteur Jeunesse & Sports ont décidé de boycotter le CTM convoqué ce jour. Nous condamnons avec fermeté ces projets funestes et appelons les agents à se mobiliser fortement pour les faire échouer. Diverses actions ont déjà été programmées, mais d'autres seront nécessaires. Tous les acteurs du sport y seront conviés, car il ne s'agit pas seulement de l'avenir des PTP du ministère des Sports, mais de l'avenir du sport français tout entier.

Alors qu'on nous parle de nouvelle gouvernance, ce sont plutôt les nouveaux gouvernants du sport qui s'agitent autour des oripeaux du pouvoir, préoccupés par leurs intérêts personnels, plus que par l'intérêt général.